

Parce que Thibault-Mailly-Chérèque refusent d'appeler à la grève générale, Sarkozy maintient son attaque contre nos retraites



LA DÉMONSTRATION EST FAITE, UNE FOIS ENCORE : LES « JOURNÉES D'ACTION », LES « GRÈVES RECONDUCTIBLES » PAR SECTEUR, PAR DÉPARTEMENT, LAISSENT AU GOUVERNEMENT, À SON APPAREIL LÉGISLATIF ET RÉPRESSIF, LES MAINS LIBRES POUR FAIRE PASSER LA POLITIQUE ANTI OUVRIÈRE

Des centaines de milliers de salariés ont manifesté et fait grève, conscients qu'un nouveau coup est porté au camp du Travail, à ceux qui produisent toutes les richesses, font tourner tous les services. Les dirigeants des syndicats, au lieu d'expliquer que le seul problème des retraites, c'est le refus des patrons de les payer, ont accepté la « concertation » sur le projet Sarkozy-Woerth. Ils se plaignent même encore que ça n'ait pas duré assez longtemps. Pourquoi ? Parce qu'eux aussi jettent à la poubelle les 60 ans, les 37 annuités et demie, l'indexation des retraites sur les salaires, autant dire les véritables intérêts ouvriers. Toutes les directions syndicales siègent dans le Conseil d'orientation des retraites, dont les rapports se résument facilement : augmentez la durée du travail, poussez les travailleurs qui n'en peuvent plus à partir avec une retraite amputée et vous servirez bien le capitalisme français dans la rude concurrence internationale.

Jamais Thibault, ni Chérèque n'ont exigé le retrait du projet de loi, alors que c'est évidemment l'objectif des grévistes. Chaque « journée d'action » à laquelle les travailleurs ont répondu massivement parce qu'ils cherchaient à se centraliser, a été appelée par « l'Intersyndicale » pour amender le texte Sarkozy. Pas question de le liquider, et son auteur avec.

Les organisations syndicales appellent solennellement le gouvernement et les parlementaires à ne pas adopter cette réforme en l'état. (CFDT, CFE/CGC, CFTC, CGT, FSU, UNSA, 21 octobre)

L'Intersyndicale sollicite un « débat public », alors qu'il s'agit d'une lutte entre les classes. Cette lutte, les travailleurs salariés, qui sont la base de toute l'économie (incluant les transports, l'électricité, les paiements bancaires...) ont la capacité de la gagner.

Mais, au lieu d'appeler les travailleurs à faire grève ensemble pour vaincre Sarkozy et son plan, les dirigeants syndicaux de la CGT, de Solidaires et de FO –avec l'appui du PCF, du PS, du NPA, du PdG et de LO- quand ils

n'ont pas pu éviter que la combativité ouvrière s'exprime, l'ont dispersée jusqu'à présent dans des « grèves reconductibles » branche par branche, département par département, site par site :

Le blocage du pays n'a jamais été un objectif, a répliqué Bernard Thibault, la grève peut être reconductible si les salariés se sentent suffisamment forts. (Le Monde, 14 octobre)

Sarkozy, Fillon et Hortefeux ont envoyé la police contre les lycéens, contre les ouvriers des raffineries et les éboueurs. Leurs préfets ont réquisitionné des grévistes, les syndicats ont obtempéré. Cette répression a été facilitée par l'isolement des travailleurs, secteur par secteur.

TOUS ENSEMBLE, GRÈVE GÉNÉRALE JUSQU'À L'ABROGATION DE LA LOI SARKOZY-WOERTH !

Les dirigeants syndicaux ne semblent guère indignés par les briseurs de grève en uniforme, ni par le matraquage de la jeunesse et n'y opposent que les recours judiciaires, le pacifisme et les « actions symboliques ». Ils bouchent les tentatives d'extension de la grève en reprenant le manège des « journées d'action », en appelant directement à la reprise du travail, comme FO chez les éboueurs à Marseille, ou plus hypocritement, comme Thibault et ses « autres formes de lutte ». Plus les manifestants et les grévistes veulent en finir avec Sarkozy et ses attaques, plus ils se heurtent aux préfets, aux juges et à la police, plus Thibault fait confiance au président et aux institutions de la 5^e République :

Nous sommes contraints d'organiser ces deux nouvelles journées parce que le Parlement ne nous a pas entendus et que le président de la République est susceptible de promulguer cette loi... S'il y a ouverture de négociations, le mouvement ralentit, voire s'arrête. (France 5, 24 octobre)

Il est possible de vaincre Sarkozy, son gouvernement, sa majorité UMP. Pour cela, il faut rompre le « partenariat social » que respectent les appareils réformistes des syndicats et des partis qui disent parler en notre nom. Il faut isoler le gouvernement, lui opposer la force de toute la classe ouvrière et de la jeunesse, unies dans la grève générale pour arracher l'abrogation de la loi contre les retraites. Pour gagner, les travailleurs doivent mettre les syndicats à leur service, contrôler leur propre mouvement et se défendre contre les mercenaires du capital.

DIRIGEANTS SYNDICAUX, APPELEZ IMMÉDIATEMENT À LA GRÈVE GÉNÉRALE !

27 octobre 2010

Groupe Bolchevik